

Note Protection.
Situation protection et humanitaire à Bulambo, Vuhovi, Bunyuka et Buthungera
Chefferie de Bashu/ Territoire de Beni/NK
Période: Janvier 2020

0. Sigles et Abréviations

Abréviations	Significations
ADF	Allied Democratic Forces
AGDM	Evaluation basée sur l'Age, le Genre et la Diversité
AME	Articles Managers Essentiels
CLIO	Comité Local Inter Organisations
CS	Centre de Santé
ENA	Enfants Non Accompagnés
FA	Famille d'Accueil
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FC	Franc Congolais
ESFGA	Enfants Sortis des Forces et Groupes Armés
NDC/R	Nduma Defense of Congo/ Rénové
NFI	Non Food Items
RECOPE	Relais Communautaire de Protection de l'Enfance
PDI	Personnes Déplacées Internes
PEP	Prophylaxis Post-Exposition
PNC	Police Nationale Congolaise
Q.G	Quartier General
SGBV	Sexual and Gender Based Violence
ES	Enfants Séparés
LAPPS	Ligue des Associations Paysannes pour la Promotion Sociale
MVE	Maladie a virus d'Ebola
VVS	Victimes des Violences Sexuelles

1. Introduction

Les violations des droits humains (meurtres, enlèvements, incendies de maisons, pillages etc.) perpétrées par des présumés éléments de l'Allied Democratic Forces (ADF) en novembre et décembre 2019 dans la partie nord du territoire de Beni ont contraint plusieurs civils au déplacement vers les villes de Beni-ville et Butembo, ainsi qu'en chefferie de Bashu (dans les villages Bulambo, Vuhovi, Bunyuka et Buthungera¹).

En janvier 2020, une autorité administrative du groupement Isale-Bulambo a alerté INTERSOS sur la présence d'environ 203 familles d'accueil qui présentaient des véritables problèmes de protection.

C'est dans ce cadre qu'une équipe protection d'INTERSOS a effectué une descente dans la zone (Bulambo, Bunyuka, Vuhovi et Buthungera) pour vérifier toutes ces informations et approfondir l'analyse de la situation à travers une évaluation protection menée du 27 au 30 janvier 2020.

Pour obtenir les résultats escomptés, l'équipe a fait recours aux méthodes suivantes :

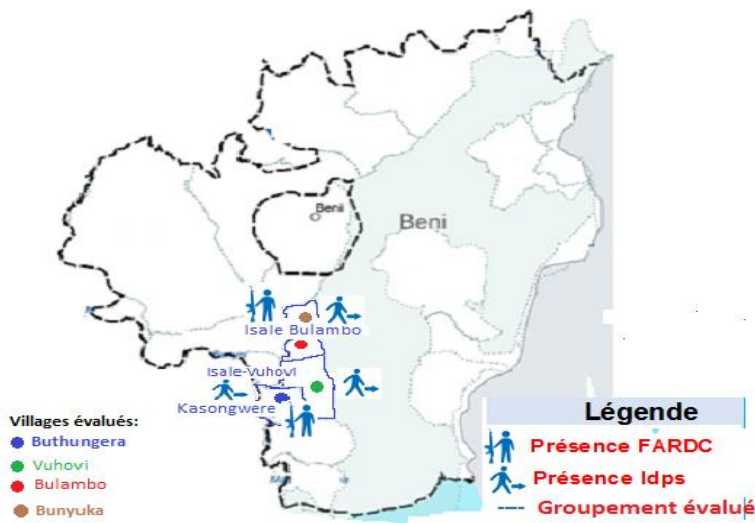
- Observation libre : visites à domicile et aux infrastructures de base (formations sanitaires, établissements scolaires, point d'eau, etc.).
- Focus group : 16 discussions en groupe ont été réalisés (composé chacun de huit à douze personnes) en tenant compte des critères d'âge, de genre et de diversité. Cette méthode a permis d'échanger avec les groupes des PDIs, les membres des familles d'accueil et les enfants non accompagnés.
- Entretiens individuels et semi-structurés avec des informateurs clés (le personnel soignant, les enseignants, la société civile, les membres des associations locales etc...).

2. Présentation de la zone d'évaluation

2.1. Localisation et accessibilité

Les villages Bulambo, Bunyuka, Vuhovi et Buthungera (Chef-lieu de la Chefferie) sont situés au sud-est de la ville de Beni dans la Chefferie de Bashu. Ces villages sont repartis respectivement dans trois groupements : Isale-Bulambo, Isale-Vuhovi et Isale-Kasongwere, sur une distance variante entre 64 à 84Km. Ils sont accessibles en passant par la ville de Butembo par motos et véhicules en toutes saisons.

¹ Situés à environ 84Km au sud-est de Beni ville,



2.2. Situation Sécuritaire

Un groupe armé est signalé au village Lisasa, dans le groupement Buliki². Les éléments de ce groupe armé y organisent des patrouilles nocturnes dites de reconnaissance jusqu'au village Bulambo et commettent plusieurs exactions sur leur passage.

Depuis le début du mois de décembre 2019, cette zone a enregistré des nombreuses attaques d'hommes armés inconnus contre les positions FARDC, les structures sanitaires et les installations de la Riposte contre la MVE (points de lavage des mains). Le 06 janvier 2020, les FARDC en patrouille sont tombés dans une embuscade tendue par les éléments de ce groupe armé : deux ont été grièvement blessés et leurs armes ont été emportées par les assaillants. A la même date, au village Bulema (groupement Isale-Bulambo), des inconnus en armes blanches ont attaqué les FARDC commis au point de lavage des mains.

Des cas d'embuscade contre les véhicules en provenance de Kasindi pour Butembo via Karuruma (dans le Graben), sont d'ordinaire signalés. Les plus récents sont celles du 14 et du 18 janvier 2020 où deux voitures ont été embusquées par des hommes armés inconnus, vêtus en tenues FARDC, au niveau des villages Muvulya (situé sur l'axe Kithakandi-bunyuka) et Kivunano (sur l'axe Kivunano-Bunyuka), dans le groupement Isale-Bulambo. Au cours de ces embuscades, de l'argent et plusieurs biens de valeur ont été emportés.

² Situé à environ 15Km au nord-ouest de Butembo centre,

3. Menaces liées aux droits humains et aux libertés fondamentales

3.1. Violation des droits humaines

Entre **décembre 2019 en janvier 2020**, la Ligue des associations paysannes pour la promotion sociale (LAPPS) a documenté **314 incidents de protection** dans la zone d'évaluation ; la majorité étant constitué d'extorsion des biens (222 incidents), des coups et blessures (23 incidents), de travaux forcés (22 incidents) et d'arrestation arbitraire.

La plupart de ces violations a été commise par les éléments des FARDC ; les barrières payantes sur les positions FARDC constituant des endroits où se commettent généralement des incidents.

A titre illustratif, les violations ci-après ont été élucidées :

- Le 18 décembre 2019, au village Bunyuka localité Mwenye, groupement Isale-Bulambo a environs 62Km au sud-est de Beni ville, **des éléments FARDC ont arrêté et tabassé 16 personnes** (12 hommes résidents et 4 hommes PDIs) au motif qu'ils seraient des Maï-Maï et/ou collaboreraient avec les hommes armés inconnus. Après 48 heures d'arrestation, les victimes ont été libérées moyennant un paiement d'une somme d'argent variant entre 25.000 à 50.000Fc chacun.
- Le 21 décembre 2019, trois civils (une femme résidente et 2 retournés) ont été tués par balle par un élément FARDC à Burusi, village située à environ 10Km au sud-est de ville de Beni, groupement Isale- Kasongwere.
- Le 27 janvier 2020, vers 19 heures, au village Makungwe, en groupement Isale-Bulambo, deux hommes PDIs ont été tabassés et blessés par un élément FARDC pour avoir résisté à se faire extorquer.

Signalons que chaque jour, au-delà de 17 heures, après le départ des équipes de la riposte contre la MVE sur les points de lavage des mains érigés dans la zone, les éléments FARDC tracassent les passants. Ils les exigeraient un paiement d'une somme d'argent allant de 500Fc à 2.000Fc, selon qu'il s'agit d'une moto ou d'un véhicule.

Ces barrières se situent sur les axes ci-après :

- Vuhovi-vusokoli : Barrière érigée au village Kigheri (groupement Isale-Vuhovi),
- Kanguta-bunyuka : Barrière érigée au village Kanguta (groupement Malio),
- Butembo-Bunyuka : Barrière érigée au village Bulema (groupement Isale-Bulambo),
- Kahondo-vuhovi : Barrière au village Kahondo (groupement Isale-Vuhovi),
- Kivunano-Bunyuka : Barrière érigée au village Kithakandi (groupement Isale-Bulambo),

3.2. Les graves violations aux droits de l'enfant

- Le 04 janvier 2020, une fille PDI de 16 ans qui se rendait au champ avec ses parents a été violée par un élément FARDC au village Bulambo, localité Bulambo, groupement Isale-Bulambo. Le présumé auteur aurait maîtrisé les parents de la victime, en les attachant sur un arbre. Ce présumé auteur avait été identifié et arrêté et la survivante a été orientée au centre de santé de Référence de Bulambo. Elle a reçu le kit PEP le même jour.
- Le 06 janvier 2020, des hommes armés inconnus ont attaqué puis incendié un des bâtiments abritant le centre de santé Vuhesi au village Bulambo³, groupement Isale-Bulambo. Certains médicaments et matériels ont été calcinés.

3.3. Violences Sexuelles et basées sur le Genre

D'une manière générale, la situation de SGBV demeure critique et préoccupante dans la zone évaluée. Des cas de viol, de mariage forcé, d'agression sexuelle et de grossesse précoce sont souvent signalés sur les filles (14 et 17ans) et les femmes. Plusieurs facteurs seraient à la base de cette situation, notamment :

L'impunité des auteurs présumés et l'arrangement à l'amiable. Ceci serait favorisé par les chefs locaux : par le biais des chefs traditionnels, les auteurs négocient avec les familles des survivantes en accordant à celles-ci des avantages à titre de pré-dot.

D'autres présumés auteurs se trouveraient dans les rangs des forces de l'ordre ; le plus souvent cachés par leurs commandants.

La pauvreté accrue dans les familles et la sur-militarisation de la zone : Une opération dénommée « vingt mille francs » est instaurée depuis août 2019 par les FARDC. Ceci est devenu leur stratégie pour obtenir des rapports sexuels avec les filles et les femmes à qui ils exhibent un billet de vingt-mille franc. Cela est surtout vécu à la période de la paie des soldes des militaires dans la zone. Avec cette stratégie, certaines femmes ont abandonné leurs maris pour cohabiter avec les militaires (4 cas à Bulambo, 4 à Vuhovi et 1 à Bunyuka), et certaines filles ont abandonné les études pour la même cause (11 cas à Vuhovi, 11 cas à Buthungera et 5 cas à Bulambo),

Le manque d'occupation et la prolifération des maisons dites de tolérances : il s'observe l'accroissement des Q.G dans la zone où on trouve des jeunes filles (communément appelées « honorables députés ») et des femmes à la recherche des moyens de survie (25 Q.G à Bulambo, 20 à Vuhovi, 15 à Bunyuka et 3 à Buthungera),

³ Situé à 84Km au sud-est de Beni ville,

L'ignorance de la loi en matière de SGBV par la communauté : la majorité de la population de la zone méconnaît la loi n° 06/018-019 du 20 juillet 2006 sur les violences sexuelles ; ce qui fait que la plupart en sont victimes ou présume auteurs. La sensibilisation est encore très faible,

3.4. Protection de l'enfance

La situation de protection de l'enfance demeure préoccupante dans la zone. L'activisme des groupes armés et le déplacement forcé de la population crée des séparations des familles.

Tableau : Nombre des enfant séparés (ES), enfants non-accompagnés (ENA) et enfants sortis des forces et groupes armés (ESFGA) dans la zone :

Villages	ES		ENA		ESFGA		Total
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	
Bulambo	7	0	6	4	23	2	42
Vuhovi	1	0	4	2	0	0	7
Bunyuka	2	2	0	0	0	0	4
Buthungera	0	3	0	0	0	0	3

Source : Comité PDIs

Signalons qu'aucune autre structure de prise charge des enfants (espace ami des enfants, RECOPE, Club d'enfant, etc.) n'est disponible dans la communauté. Ces enfants restent exposés aux risques de viols et de re-recrutement dans les forces et groupes armés présents dans la zone.

Au village Bulambo, **dix ENA vivent sous la responsabilité d'une femme PDIs âgée de 72ans.**

4. Mouvement de population

Tableau récapitulatif de la démographie et de mouvement des populations dans les villages Bulambo, Bunyuka, Buthungera et Vuhovi ⁽⁴⁾

Villages d'accueil	Populations initiales	PDIs deuxième vague : De novembre 2019 à janvier 2020.		Villages de provenance
		Ménages	Personnes	
Bulambo	7755	493	2682	Beni-ville, Oicha, Mbau, Eringeti, Mavivi, May-moya, Kokola, Kamango, Aveyi, Mantumbi, Maleki, Mamove, Apetina.
Vuhovi	6215	152	912	
Bunyuka	5320	112	784	
Buthungera	5140	103	618	
Total	24430	860	4996	-

Source : Comité PDIs

Deux vagues de déplacement ont eu lieu dans la zone. La première était de mars à octobre 2019. Elle est constituée de 333 ménages PDIs à Bulambo, 41 à Bunyuka, 37 à Vuhovi et 6 à Buthungera.

⁴ Localités et Mutualité communautaire Silwamughuma,

Ceux-ci se sont déjà intégrés dans la communauté, ils ne pèseraient plus sur l'économie des ménages des familles d'accueil. Ils étaient intégrés dans les diverses activités champêtres avec les ménages d'accueils. La deuxième, concernée par l'évaluation va de novembre 2019 à janvier 2020. Cette vague est consécutive aux attaques des présumés ADF de novembre 2019, dans la partie nord, nord-est et nord-ouest du territoire de Beni.

5. Limitation aux services sociaux de base

5.1. Logement et articles ménagers essentiels.

Hébergés dans des familles d'accueil, les PDIs vivent dans une promiscuité déplorable. La plupart d'entre eux s'étaient déplacés sans AME. Ils passent nuit à même le sol, sur des nattes, bâches voire des feuilles mortes de bananiers dans des salons ou des chambrettes leur accordés par les responsables des familles d'accueil. Au cours des entretiens avec les PDIs aux villages Bulambo et Bunyuka, certains interlocuteurs ont déclaré être hébergés dans des familles d'accueil en contrepartie d'exécution des travaux champêtres au profit des responsables des ménages.

L'équipe d'évaluation a identifié **26 ménages PDIs venus de Kamango en décembre 2019**. Ils sont au village Buthungera. Ces PDIs ont indiqué avoir été pillés de tous leurs biens de valeurs par les éléments FARDC sur l'axe Kikingi-Mutwanga (groupement Bolema) au cours de leur déplacement.

5.2. Moyens de subsistance

Malgré l'appui des familles d'accueils, les PDIs éprouvent d'énormes difficultés pour survivre. Pour suppléer les efforts des responsables des ménages d'accueils, la majorité des PDIs effectue des travaux journaliers soit dans des champs où ils sont payés une somme allant de 1.000 à 2.000Fc par jours ou une quantité de vivres équivalant à cette somme, soit encore en transportant des sticks de bois pour une somme de 200Fc par fagot. Pour minimiser les coûts de survie, certains ménages PDIs développent les mécanismes ci-dessous :

- La consommation des aliments de moins chers et moins préférés (des feuilles de manioc, des patates douces etc.),
- La réduction de consommation de repas par des adultes⁵ au profit des enfants,
- La mendicité.

⁵ Témoignage dans un focus group,

Depuis le début du mois de janvier 2020, les membres de la mutualité communautaire dénommée « Silwamughuma » appuyée par l'association locale dénommée « LAPPS » ont organisé des collectes des vivres constituées des bananes, cossettes de manioc, argents etc., en faveurs de ces PDIs dans les villages Bulambo et Bunyuka. Les premiers lots de ces collectes ont été distribués le 24 janvier 2020 aux PDIs du village Bunyuka. Le processus de distribution au village Bulambo est en cours selon les sites prédéfinis sur place par ces organisations locales.

En revanche, les PDIs de Buthungera et Vuhovi vivent des dons des membres de leurs Eglises respectives. Le besoin en vivres est fortement exprimé par les PDIs dans la zone.

5.3. Accès à la terre et biens

Les PDIs n'ont pas accès à la terre arable à cause de son insuffisance. La minorité de chefs terriens qui peuvent en avoir, exige au préalable une poule ou une somme de trente dollars américains à titre de redevance pour accéder à un lopin de terre. Ces espaces sont de plus éloignés des villages d'accueil.

Pendant l'entretien avec les agriculteurs de Mwalika, Karughamba, ... (dans le Graben) réunis au sein d'une association dénommée « *Noyau de Prévention et résolution des conflits fonciers* », il a été signalé qu'avec les opérations militaires de traque des présumés ADF qui se poursuivent dans le Graben, même la population hôte éprouve d'énormes difficultés d'accéder à leurs champs par crainte d'être arrêté, confondu ou assimilé aux présumés ADF par les FARDC. Cette situation rend la vie difficile et ne permet pas aux agriculteurs de trouver des espaces à cultiver pour eux même et pour les PDIs.

6. Recommendations

RECOMMANDATIONS	STRUCTURES RESPONSABLES
Renforcement des capacités des autorités locales, leaders communautaires et de la population sur les SGBV.	Acteurs VBG
Organiser des sensibilisations et renforcement des capacités en faveur des éléments FARDC sur le DIH et DH.	Coordination du cluster protection
Mener les évaluations appropriées relatives à la protection de l'enfance et, plus particulièrement, évaluer la situation socio-économique des 10 ENA gardés par une femme PDI de 72 ans	Membres du GTPE Butembo
Organiser une restructuration et un renforcement des capacités des comités PDIs sur l'axe.	CNR et UNHCR
Analyser la possibilité d'assurer un appui juridique aux PDIs qui subissent des multiples violations par les éléments FARDC.	Coordination du cluster protection